

Sortir de l'oubli ? Réflexion sur la politisation de l'histoire nationale australienne

Adrien Rodd



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/elh/530>

DOI : 10.4000/elh.530

ISSN : 2492-7457

Éditeur

CNRS Éditions

Édition imprimée

Date de publication : 10 octobre 2014

Pagination : 219-227

ISBN : 978-2-271-08208-4

ISSN : 1967-7499

Référence électronique

Adrien Rodd, « Sortir de l'oubli ? Réflexion sur la politisation de l'histoire nationale australienne », *Écrire l'histoire* [En ligne], 13-14 | 2014, mis en ligne le 10 octobre 2017, consulté le 23 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/elh/530> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/elh.530>

Sortir de l'oubli ? Réflexion sur la politisation de l'histoire nationale australienne

Dans les années 1990 et 2000, le débat intellectuel autour de l'historiographie australienne s'est radicalisé en controverse véhémente, débordant dans la sphère politique et publique. Les médias s'emparèrent des désaccords, publiant des articles croisés des protagonistes, et mirent en scène des débats et disputes entre historiens. Ces derniers devinrent, subitement, connus du grand public ; l'écriture de l'histoire australienne devint un enjeu national. Cet article retrace les enjeux de ces disputes, et s'intéresse au moment clef qu'est la sortie d'oubli : s'il est courant que l'historiographie contemporaine révise la lecture d'événements lointains, il l'est moins de voir une communauté nationale confrontée dans un laps de temps assez court non seulement à un passé oublié, mais également aux modalités de l'effacement de ce passé. Aussi n'est-il pas tant question

ici d'une fabrication de l'oubli que de ce qui se produit lorsqu'un passé sort de l'oubli, à la fois pour la communauté qui s'est fondée sur cet oubli et pour la relation que cette communauté entretient avec ses historiens.

La colonisation britannique de l'Australie fut entamée avec la fondation du bagne colonial de Sydney en 1788. Si les habitants autochtones de cette région refusèrent dans l'ensemble tout contact et tout échange avec les nouveaux venus, l'introduction accidentelle de maladies européennes provoqua un déclin rapide et catastrophique des populations aborigènes. Celles-ci ne comprenaient plus que 70 000 personnes en 1930, soit environ un dixième de la population estimée pour 1788¹. L'extension de la colonie, et la venue de colons volontaires au XIX^e siècle, entraînèrent de nombreux conflits avec

les Aborigènes, chassés de leurs terres et de leurs ressources, repoussés vers d'autres terres qui ne pouvaient subvenir à leurs besoins, ou bien simplement massacrés sans états d'âme par de petits groupes de colons. En Tasmanie, la population aborigène, estimée entre 3000 et 4000 individus au début du XIX^e siècle, s'effondra à la suite d'une série de massacres. Les 123 survivants recensés en 1834 furent évacués de l'île pour assurer leur survie, et il n'y eut dès lors officiellement plus d'Aborigènes en Tasmanie². Mieux, il n'y en avait jamais eu : une fiction juridique rétroactive permit de poser que les autochtones n'avaient jamais été propriétaires de leurs terres, déjà expropriées sans traité, ni accord, ni compensation : l'Australie fut rétroactivement déclarée *terra nullius* par la Cour suprême de Nouvelle-Galles-du-Sud en 1836³.

En 1869, la colonie du Victoria se dota du pouvoir de confiner les Aborigènes dans des réserves et de retirer à leurs mères autochtones (sans leur accord) les enfants métis, en vue de leur intégration comme ouvriers ou comme main-d'œuvre rurale dans la société blanche⁴. Ces mesures furent adoptées par les autres colonies, puis harmonisées à travers l'Australie lors d'une conférence fédérale en 1937. L'effacement de la réalité du peuplement aborigène nécessitait en outre un déni de citoyenneté, qui connut deux actes : en 1900, la Constitution adoptée lors de l'union fédérale de l'Australie disposa, dans son article 127⁵, que les Aborigènes ne devaient pas être recensés comme faisant partie de la population australienne ; en 1902, la loi *Commonwealth Franchise Act* leur interdisait explicitement le droit de vote (au niveau fédéral)⁶. Ces mesures s'intégraient à la « politique de l'Australie blanche », sou-

tenue par les partis politiques de tous bords, qui comprenait également la loi *Immigration Restriction Act* (1901). L'immigration ne devait provenir que des Îles britanniques, ou d'Europe du Nord. Les Aborigènes, quant à eux, n'avaient aucune place dans la société blanche.

Ces diverses formes de discrimination – dont l'enlèvement des enfants – cessèrent dans les années 1960, à la suite de mouvements de protestation autochtones médiatisés. Le droit des Aborigènes à pratiquer leur identité culturelle fut reconnu dans les années 1970, en prélude à une politique officielle de promotion de la diversité culturelle (le multiculturalisme) dans les années 1980. En 1992, la Haute Cour fédérale, en rejetant le concept de *terra nullius*, ouvrit la possibilité pour les Aborigènes de voir reconnaître leur droit aux terres ancestrales. Dans le même temps, l'adoption du multiculturalisme et l'ouverture de l'Australie à l'immigration et au commerce international avaient fait naître des discussions et désaccords pérennes sur l'identité nationale, son évolution à venir et l'ancrage du pays en Asie.

Depuis lors, l'identité nationale a fait l'objet d'une interrogation collective centrée sur la relation entre roman national et histoire, mais également sur l'objectivité du processus historiographique. La mémoire collective forgée par les historiens (mais aussi par les hommes politiques, les cinéastes...) ne peut, naturellement, être que très sélective, construite autour de « moments clefs » censés avoir été la charnière d'une évolution. Cette mémoire, par ailleurs, est *construite* ; le passé, tel qu'il est connu, s'articule sous la forme d'un récit, marqué par les choix et la subjectivité de l'historien. C'est la nécessité de

maintenir une cohérence dans ce récit qui renforce les effets d'omission, puis d'oubli, de certaines réalités incompatibles avec le roman national. C'est pourquoi la subjectivité et la fiabilité de l'historiographie sont devenues – depuis les années 1990 essentiellement – un débat de société majeur en Australie, où ces thèmes sont placés au cœur de la problématique identitaire nationale.

La «question aborigène» et ses répercussions pour l'identité nationale constituent le fondement de la controverse historiographique. En 1968, l'anthropologue Bill Stanner suggéra, lors des prestigieuses *Boyer Lectures*⁷, que persistait un «Grand Silence australien» (*Great Australian Silence*), une amnésie collective et délibérée effaçant les Aborigènes des consciences blanches de l'histoire⁸. Cette formule choc marqua les esprits, et sa pertinence fut dès lors admise par la plupart des historiens. En 1981, Henry Reynolds publia *De l'autre côté de la frontière*, le premier ouvrage d'histoire consacré à la résistance aborigène face à l'invasion coloniale de l'Australie⁹. Le livre constitua un tournant dans l'historiographie australienne; dès lors, toute étude de l'histoire du pays se devait d'incorporer cette perspective. L'historienne Inga Clendinnen allait écrire, bien plus tard, que Reynolds avait définitivement enterré la croyance australienne en une histoire qui puisse être écrite exclusivement du point de vue des Blancs. Ce faisant, il avait introduit en Australie la notion d'une diversité de perspectives, méritant toutes d'être entendues et retranscrites. L'historiographie devenait plus complexe¹⁰.

En 1982, l'historien Peter Read présenta au gouvernement un premier rapport au sujet de l'enlèvement ins-

titutionnalisé des enfants aborigènes, et forgea l'expression de «générations volées¹¹»; celle-ci, toutefois, n'imprégna pas les consciences avant la publication d'un second rapport, en 1997. En 1988, les célébrations du bicentenaire de la colonisation de l'Australie furent également controversées: la représentation de l'histoire devait-elle accorder une place conséquente à la réalité des violences commises à l'encontre des Aborigènes? Ou bien les partisans d'une telle reconnaissance ne faisaient-ils que révéler leur «haine» de l'héritage britannique, cherchant à rendre les Australiens honteux d'un passé dont ils devaient, au contraire, être fiers¹²? En 1984, déjà, la poétesse aborigène Oodgeroo Noonuccal évoquait «l'histoire à brassard noir de [son] peuple¹³», référence aux luttes qu'avaient dû mener les autochtones pour la reconnaissance de leurs droits et de la réalité des torts qu'ils avaient subis. L'historien Geoffrey Blainey reprit cette expression pour dénoncer, en 1993, une «*vision* à brassard noir de l'histoire¹⁴», militante, négative et partiellement fautive. Lorsqu'elle fut reprise par John Howard, chef de l'opposition et du Parti libéral¹⁵, cette formulation devint un cheval de bataille des conservateurs en «guerre» contre une écriture «pessimiste» de l'histoire.

Pour l'historien Stuart Macintyre, les «Guerres de l'Histoire» débutèrent à la fin des années 1980, lorsque Howard condamna les intellectuels cherchant – à ses yeux – à délégitimer la fierté d'être australien¹⁶. Pour l'historien Sean Brawley, *a contrario*, la «Bataille de l'Histoire» (*Battle for History*) débuta avec Paul Keating (Premier ministre travailliste de 1991 à 1996) et sa lecture antibritannique du passé australien¹⁷. En rejetant une

britannicité héritée de l'ère coloniale, Keating visait à redéfinir la perception que les Australiens avaient d'eux-mêmes, posant les jalons d'une identité « autonome », ancrée dans sa géographie et dans un passé qui ne reconnaissait plus un rôle central et mélioratif aux Britanniques. En 1994, John Howard déclara ainsi : « Le Premier ministre est en train de se livrer à un exercice majeur de réécriture de l'histoire australienne et de changer la manière dont nous nous percevons¹⁸. » Critiquer le passé « britannique » revenait à condamner les ancêtres de la plupart des Australiens et à saper les sources de leur fierté. John Howard réitéra son opposition aux desseins de Paul Keating à de multiples reprises. En 1996, il affirma :

Je rejette totalement la vision à bras-armé noir de l'histoire australienne. Je crois que dans l'ensemble le bilan de l'histoire australienne a été très généreux et bénin. Je crois que, comme toute nation, nous avons des points sombres dans notre histoire, mais que parmi les nations du monde nous avons une histoire remarquablement positive. Je crois que la communauté australienne aspire [...] à ce que son dirigeant énonce une plus grande fierté et un sentiment de réussite par rapport à ce qui a été fait dans le passé.¹⁹

Ces considérations se traduisirent dans la controverse autour du Musée national australien (*Australian National Museum*), ouvert en 2001. Ce dernier, qui devait « refléter » l'identité australienne, la présentait comme construite ; des personnalités conservatrices l'accusèrent d'une mise en scène biaisée et déstructurée du passé. Une commission d'en-

quête, nommée par le gouvernement Howard, dénonça une présentation trop « négative » du rôle historique des colons et exigea notamment que le capitaine James Cook soit davantage mis en valeur²⁰. Parce qu'il remplissait pour la communauté australienne une fonction mémorielle bien plus qu'historienne, le musée devait faire apparaître le passé comme un récit cohérent soulignant les réussites et les progrès de la nation²¹. Il se retrouvait ainsi emblématiser la controverse sur l'interprétation et la représentation de l'histoire et de ses aboutissements identitaires. L'énonciation de l'histoire devait, selon John Howard, avoir une visée patriotique. Pour cette raison, il était nécessaire « de faire en sorte que notre histoire en tant que nation ne soit pas écrite de manière définitive par ceux qui estiment que nous devrions nous en excuser pour la plus grande part²² ». La sphère politique s'engageait résolument dans un débat historiographique. Quels devaient être les objectifs des historiens ?

En 2002, un historien avança des arguments, supposément tirés d'archives, à l'appui du récit qui avait produit l'oubli contesté de l'histoire aborigène. Keith Windschuttle niait en effet qu'il y ait eu des massacres en Australie, si ce n'est à de très rares occurrences. Les colons et leurs dirigeants étaient chrétiens, rappelle-t-il, et ne pouvaient donc – à quelques exceptions près – avoir traité les Aborigènes qu'avec humanité et bienveillance. « La colonisation britannique de ce continent fut la moins violente de toutes les rencontres européennes avec le Nouveau Monde²³. » Les quelques violences n'avaient qu'une explication : les Aborigènes prenaient « grand plaisir » à tuer sans raison des colons²⁴. Niant même le génocide tasmanien, il expliqua s'être

appuyé sur les archives gouvernementales pour ses recherches; manifestement, aucun «génocide» n'avait eu lieu puisque les autorités n'en avaient pas enregistré²⁵: il ne pouvait donc y avoir eu oublié d'un passé non avvenu. Après la publication de son livre, intitulé *La Fabrication de l'histoire aborigène*, John Howard, Premier ministre, lui remit une médaille pour «services rendus à l'histoire»²⁶.

Malgré sa prétention à l'objectivité, Keith Windschuttle se présentait comme le défenseur des «valeurs australiennes». Dans un article de 2006 intitulé «La lutte pour les valeurs australiennes dans une ère de malhonnêteté», il présenta la reconnaissance des violences racistes du passé comme autant d'inventions ayant pour but de ternir l'histoire de la nation²⁷. En 2003, Stephan Foster, du Musée national australien, se livra à une analyse minutieuse de sa méthodologie, soulignant ses erreurs et ses interprétations hasardeuses; il en conclut que Windschuttle était «un expert en déformation, en inexactitudes et en distorsions. Malheureusement, il semblerait qu'il dise des choses que beaucoup de personnes ont envie d'entendre. Si elles continuent à l'écouter, il y a un risque que l'"histoire d'indifférence" évoquée par Stanner se mue en histoire de déni²⁸». Le politologue Robert Manne adopta le même point de vue, dénonçant l'émergence d'«une version authentique de négationnisme australien²⁹». Il démontra lui aussi – comme Henry Reynolds³⁰, Stuart Macintyre³¹ et d'autres³² – la manière dont Windschuttle avait ignoré ou détourné le contenu d'archives³³. À l'inverse, l'éditorialiste conservateur Paul Sheehan applaudit Keith Windschuttle pour avoir restauré

une forme d'«objectivité» historiographique face à l'«idéologie» gauchiste³⁴.

Les écrits de Windschuttle et les prises de position de Howard, relayés par les médias, constituèrent le noyau du «débat», contraignant les historiens à y répondre. En 1999, Henry Reynolds – qui, comme Keith Windschuttle, était alors une figure publique reconnue et médiatisée – publia à cet effet *Pourquoi ne nous a-t-on rien dit?*, reprise et analyse du thème du «Grand Silence australien»³⁵. Il explicita la position de l'historien en conclusion à son livre, dans un chapitre analysant la formule d'«histoire à brassard noir»:

Écrire l'histoire [est], inévitablement, un acte politique [...]. Les historiens n'ôtent pas leurs habits idéologiques ni leurs sentiments personnels lorsqu'ils s'aventurent dans le passé [...]. L'historien ne peut être dissocié du citoyen. Les valeurs et les préoccupations du présent contribueront toujours à déterminer quels aspects du passé sont perçus comme importants [...]. Mais la plupart des questions qui dérangent ceux qui condamnent une histoire à brassard noir n'ont pas été transposées du présent au passé dans le porte-documents des historiens; elles étaient là, à les attendre sur le terrain, immanquables et inévitables.³⁶

L'écriture de l'histoire, cet «acte citoyen», comportait une part de subjectivité, mais non pas d'invention; la recherche historique aboutissait bien à la révélation de la vérité, sous certains de ses aspects. L'historien engagé, dont l'objectif était de dévoiler une vérité occultée, était tout sauf un falsificateur. Sa subjectivité résidait dans son choix d'éclairer le passé

sous un certain angle, mais cet éclairage portait bien sur ce qui était déjà là. Fouillant les archives, citant des rapports de police, des articles de presse et des journaux intimes du XIX^e siècle et du début du XX^e, Reynolds dépeignit un passé où les Blancs de l'*Outback* étaient conscients des violences systématiques commises contre les autochtones; où ils en discutaient ouvertement, et où les éditeurs de presse locaux décrivaient avec approbation des scènes de tueries «nécessaires» et «salutaires» d'hommes, de femmes et d'enfants³⁷. De la même manière, il réfuta le mythe tenace selon lequel les Aborigènes ne s'étaient pas battus pour leurs terres, n'avaient pas résisté à l'invasion blanche; il démontra que les colons au XIX^e siècle faisaient fréquemment référence à un état de guerre et reconnaissaient le danger que représentait la résistance aborigène³⁸. L'image de la passivité autochtone était, elle aussi, le produit d'une écriture erronée de l'histoire, qui devait être corrigée. Cette réécriture visait à rectifier les travaux d'historiens antérieurs, acteurs du «Grand Silence», qui avaient «déformé le passé³⁹». Ainsi, le terme d'«invasion» n'était pas une nouveauté imposée par des gauchistes pétris de haine pour leur propre pays, mais la restauration d'un mot couramment employé au XIX^e siècle⁴⁰; la «réécriture» de l'histoire ne faisait que lever le voile du silence.

Keith Windschuttle avait attiré l'attention des médias et, à travers eux, du public. Les questions qu'il souleva devinrent une source de débat légitimé. En 2001, l'Australian Broadcasting Corporation y consacra une émission, «Massacre ou mythe?», et conclut que «l'incertitude continue⁴¹». Les thèses de Windschuttle n'étaient donc pas perçues

comme fantaisistes; or il accusait l'ensemble des historiens non pas de s'être trompés, mais d'avoir menti à leurs lecteurs pendant des années en *fabriquant* le «mythe» d'une histoire coloniale violente. Si son accusation devait être considérée comme crédible, cela signifiait qu'aucun historien n'était digne de confiance; la connaissance du passé national sombrait plus encore dans une «incertitude» proprement inextricable.

Le public était invité à s'interroger, mais sans que la plupart des Australiens lisent les ouvrages des différentes parties. L'opinion publique ne pouvait se forger qu'à partir des médias et des interventions médiatiques d'historiens et d'hommes politiques. En 2000, l'historien Ian Simpson pouvait écrire – certes non sans exagération – que «la question de l'histoire domine les médias presque tous les jours⁴²». Michael Gordon, éditeur national du journal *The Age*, suggéra que les «Guerres de l'Histoire» étaient réellement un phénomène public, «étant constamment débattues dans les pubs et sur les chemins et réglées de temps en temps dans les bureaux de vote⁴³». L'historien David Cannadine fit la même remarque deux ans plus tard: «Bien plus que les Britanniques, et plus encore que les Américains, les Australiens se battent dans des guerres de l'histoire [...]. Pour eux, à l'heure actuelle, l'histoire a une réelle importance⁴⁴.» L'aspect public et médiatique de la controverse ne s'estompa peu à peu qu'après la défaite électorale de John Howard en 2007.

La question de l'oubli avéré ou fantasmé d'une part de l'histoire australienne demeure l'objet d'incertitudes et de discussions publiques occasionnelles. Le regard sur le passé national

et ses répercussions sur le présent d'un pays toujours en mutation n'ont pas été résolus, illustrant combien il est difficile d'effectuer une «restauration historique», non tant lorsque les faits ont été oubliés que lorsque cet oubli a été la réponse à un besoin collectif. De manière générale, comme l'écrit Eric Hobsbawm, «l'histoire que veulent les nationalistes n'est pas l'histoire que les historiens professionnels, universitaires, même engagés sur le plan idéologique, devraient fournir⁴⁵». Le sentiment national peut s'appuyer sur la recherche historique et sur la représentation du passé structurée par les historiens, mais la fonction de l'écriture historique n'est pas de mobiliser le passé en vue de légitimer une quelconque affirmation de la nation. Elle n'est pas de conférer un vernis d'objectivité à l'idée de nation. Il reste que la rédaction d'une «histoire australienne», à laquelle se sont prêtés nombre d'his-

toriens, incite les lecteurs à fantasmer un passé connaissable et dont un récit puisse rendre compte sans ambiguïtés: d'où la demande d'un récit national clairement structuré, contre lequel s'élève Inga Clendinnen. Si la demande des lecteurs à l'égard des historiens est de les mettre en relation avec leur passé, une «profusion d'histoires vraies» permettrait, en lieu et place d'un «récit unique, simple et donc nécessairement faux⁴⁶», de cadrer la recherche et la présentation de l'histoire dans les limites territoriales de l'Australie sans pour autant réduire sa complexité au nom d'un intérêt nationaliste. Au-delà de la reconnaissance même des événements les plus sombres du passé australien, c'est la fonction de l'historien dans le processus de définition de la nation qui demeure en suspens lorsque les conditions historiques qui ont rendu nécessaires des stratégies d'oubli restent en partie réunies.

Notes

- 1 Donald DENOON, «New Economic Orders: Land, Labour and Dependency», dans *id.* (dir.), *The Cambridge History of the Pacific Islanders*, Cambridge University Press, 1997, p. 218-252, ici p. 244. Les estimations pour 1788 varient, mais on s'accorde à dire que la population aborigène était de 500 000 personnes au minimum, et sans doute bien plus importante. Ce qui correspond à un effondrement démographique de l'ordre d'au moins 84 %.
- 2 Colin TATZ, *Genocide in Australia*, Canberra, AIATSIS (Research Discussion Papers, 8), 1999, p. 16.
- 3 *R v Murrell and Bummaree*, Cour suprême de Nouvelle-Galles-du-Sud, 1836.
- 4 *An Act to Provide for the Protection and Management of the Aboriginal Natives of Victoria*, Parlement du Victoria, 11 nov. 1869.
- 5 Abrogé par référendum en 1967.
- 6 Le droit de vote fut accordé en 1962.
- 7 Chaque année depuis 1959, l'Australian Broadcasting Corporation invite une personnalité intellectuelle ou politique de premier plan à prononcer à la radio une série de discours sur un thème de société contemporain. (ABC Radio National, *Boyer Lectures*, <www.abc.net.au/rn/boyerlectures/>, cons. 23 juin 2014).
- 8 Bill [William E. H.] STANNER, *After the Dreaming*, Sydney, Australian Broadcasting Commission (Boyer Lectures, 1968), 1969.
- 9 Henry REYNOLDS, *The Other Side of the Frontier. Aboriginal resistance to the European invasion of Australia* [1981], Sydney, University of New South Wales Press, 2006.

- 10 Inga CLENDINNEN, «The History Question: Who Owns the Past?», *Quarterly Essay* (Melbourne), n° 23, 2006, p. 3.
- 11 Stuart MACINTYRE, Anna CLARK, *The History Wars*, Melbourne University Press, 2003, p. 44.
- 12 *Ibid.*, p. 108-109.
- 13 «*The black armband history of my people.*» Citée par Damien MURPHY, «Attempting to decide what our past is», *Sydney Morning Herald*, 12 oct. 2007, <www.smh.com.au/news/national/attempting-to-decide-what-our-past-is/2007/10/11/1191696079756.html>, cons. 3 juil. 2013.
- 14 Geoffrey BLAINEY, «Drawing Up a Balance Sheet of Our History», *Quadrant*, vol. 37, n° 7-8, 1993, p. 10-15, ici p. 10.
- 15 John HOWARD, *Sir Robert Menzies Lecture*, 18 nov. 1996, <menzieslecture.org/1996.html>, cons. 3 juil. 2013.
- 16 Stuart MACINTYRE, «Who plays Stalin in our History Wars?», *Sydney Morning Herald*, 17 sept. 2003, <www.smh.com.au/articles/2003/09/16/1063625030438.html>, cons. 3 juil. 2013.
- 17 Sean BRAWLEY, «“A Comfortable and Relaxed Past”: John Howard and the “Battle of History”», *Electronic Journal of Australian and New Zealand History*, 27 avr. 1997, <www.jcu.edu.au/aff/history/articles/brawley.htm>, cons. 3 juil. 2013.
- 18 «*The Prime Minister is engaged in a major exercise of re-writing Australian history, and of changing the way in which we see ourselves.*» John HOWARD, «Mr Keating’s Mirage on the Hill», dans John STONE *et al.* (dir.), *Upholding the Australian Constitution*, Melbourne, Samuel Griffith Society, 1994, vol. 3, p. 115.
- 19 «*I profoundly reject the black armband view of Australian history. I believe the balance sheet of Australian history is a very generous and benign one. I believe that, like any other nation, we have black marks upon our history but amongst the nations of the world we have a remarkably positive history. I think there is a yearning in the Australian community [...] for its leader to enunciate more pride and sense of achievement in what has gone before us.*» John HOWARD, discours à la Chambre des Représentants, *Weekly House Hansard*, 30 oct. 1996, p. 4.
- 20 Tony JONES, «Museum review attracts historians’ ire», *Australian Broadcasting Corporation*, 15 juil. 2003, <www.abc.net.au/lateline/content/2003/s902872.htm>, cons. 3 juil. 2013.
- 21 Christopher KREMMER, «The myths – and the misconception», *Sydney Morning Herald*, 8 déc. 2003, <www.smh.com.au/articles/2003/12/07/1070732077352.html>, cons. 3 juil. 2013.
- 22 «*To ensure that our history as a nation is not written definitively by those who take the view that we should apologise for most of it.*» John HOWARD, *Sir Robert Menzies Lecture*, 18 nov. 1996, *op. cit.*
- 23 «*The British colonization of this continent was the least violent of all Europe’s encounters with the New World.*» Keith WINDSCHUTTLE, *The Fabrication of Aboriginal History*, Sydney, Macleay Press, vol. 1, *Van Dieman’s Land 1803-1847*, 2002, p. 3.
- 24 *Ibid.*, p. 129.
- 25 Keith Windschuttle, interrogé par Mark COLVIN, «Historian dismisses Tasmanian aboriginal genocide “myth”», *Australian Broadcasting Corporation*, 12 déc. 2002, <www.abc.net.au/pm/stories/s746130.htm>, cons. 3 juil. 2013.
- 26 Robert MANNE, «The tragedy is compounded by absurdity», *Sydney Morning Herald*, 25 août 2003, <www.smh.com.au/articles/2003/08/24/1061663672750.html>, cons. 3 juil. 2013.
- 27 Keith WINDSCHUTTLE, «The Struggle for Australian Values in an Age of Deceit», *Quadrant*, vol. 50, n° 11, 8 nov. 2006, <http://quadrant.org.au/php/archive_details_list.php?article_id=2390>, cons. 4 févr. 2008.
- 28 «*He is adept at misrepresentation, inaccuracy and distortion. Unhappily, he seems to be saying things that many people want to hear. If they keep listening there is a risk that Stanner’s “history of indifference” will become a history of denial.*» Stephan G. FOSTER, «Contra Windschuttle», *Quadrant*, vol. 47, n° 3, mars 2003, <www.quadrant.org.au/php/article_view.php?article_id=252>, cons. 20 nov. 2007.
- 29 «*An authentic version of Australian denialism.*» Robert MANNE, «The cruelty of denial», *The Age*, 9 sept. 2006, <www.theage.com.au/news/robert-manne/the-cruelty-of-denial/2006/09/08/1157222325367.html>, cons. 3 juil. 2013.

- 30 Henry REYNOLDS, «Killing off the case for terra nullius», *The Age*, 23 août 2003, <www.theage.com.au/articles/2003/08/22/1061529333638.html>, cons. 3 juil. 2013.
- 31 Keith Windschuttle admet ne reconnaître que les tueries d'Aborigènes tasmaniens rapportées par les colons aux autorités. Se fiant à leur véracité, il nie la possibilité qu'il ait pu y avoir des morts passés sous silence par les tueurs eux-mêmes ou d'éventuels témoins. Stuart MACINTYRE, Anna CLARK, *The History Wars*, op. cit., p. 164.
- 32 Robert MANNE (dir.), *Whitewash. On Keith Windschuttle's Fabrication of Aboriginal History*, Melbourne, Black Inc., 2003.
- 33 *Id.*, «The tragedy is compounded by absurdity», art. cit.
- 34 Paul SHEEHAN, «Our history, not rewritten but put right», *Sydney Morning Herald*, 25 nov. 2002, <www.smh.com.au/articles/2002/11/24/1037697982065.html>, cons. 3 juil. 2013.
- 35 Henry REYNOLDS, *Why Weren't We Told? A personal search for the truth about our history*, Camberwell, Penguin Books, 2000 [1999], p. 94.
- 36 «Historical writing [is] inescapably political [...]. Historians do not shed their ideological clothing or their personal feelings when they venture back into the past [...]. The historian cannot be sundered from the citizen. Present values and preoccupations will always help to determine which aspects of the past will be thought important [...]. But most of the issues which have disturbed the critics of black-armor history were not carried from present to past in historians' briefcases; they were there waiting for them on the ground, unmistakable and unavoidable.» *Ibid.*, p. 244.
- 37 *Ibid.*, p. 86-87, 106-108.
- 38 *Ibid.*, p. 38-48.
- 39 «*Distorted the past*», *ibid.*, p. 116.
- 40 *Ibid.*, p. 164.
- 41 «*The uncertainty continues.*» Margot O'NEILL, «Massacre or Myth?», *Australian Broadcasting Corporation*, 16 avr. 2001, <www.abc.net.au/lateline/stories/s277818.htm>, cons. 3 juil. 2013.
- 42 «*History as an issue dominates the media almost daily.*» Ian SIMPSON, «Challenging Australian History: Discovering New Narratives», *Electronic Journal of Australian and New Zealand History*, 11 avr. 2000, <www.jcu.edu.au/aff/history/articles/simpson.htm>, cons. 3 juil. 2013.
- 43 «*Constantly being fought in the pubs and on the footpaths and periodically settled at the ballot box.*» Michael GORDON, «Going down in history», *The Age*, 6 sept. 2003, <www.theage.com.au/articles/2003/09/05/1062549019737.html>, cons. 3 juil. 2013.
- 44 «*Much more than the British, and more even than the Americans, Australians are engaged in fighting history wars [...]. For them right now, history really matters.*» David CANNADINE, «The big debate Down Under», *British Broadcasting Corporation*, 28 nov. 2005, <news.bbc.co.uk/2/hi/uk_news/magazine/4471284.stm>, cons. 3 juil. 2013.
- 45 «*The history that nationalists want is not the history that professional academic historians, even ideologically committed ones, ought to supply.*» Eric HOBBSBAWM, «Ethnicity and nationalism in Europe today», *Anthropology today*, vol. 8, n° 1, 1992, p. 3-8, ici p. 3.
- 46 «*A single, simple, and therefore necessarily false tale*», «*a cornucopia of true stories*». Inga Clendinnen, «What Now?», *Boyer Lectures*, 19 déc. 1999, <www.abc.net.au/radio-national/programs/boyerlectures/lecture-6-what-now/3566330>, cons. 3 juil. 2013.